

d'hui, mais en diverses occasions, il a montré l'intérêt qu'il porte à mes discours, et je suis sûr qu'il lira celui-ci. Il a prétendu que l'opposition ne formulait pas de propositions réalistes. Il devrait peut-être regarder autour de lui. Nos lignes de conduite n'ayant pas encore été éprouvées au Canada, nous ne saurions dire si elles sont justes ou fausses. Celles du ministre des Finances ont été appliquées et elles ont révélé des lacunes. Nos idées n'ont pas été mises à l'épreuve; les siennes ont déjà été démenties. Peut-être devrait-il regarder ailleurs; s'il ne le veut pas, il serait bon qu'un autre membre du gouvernement le fasse bientôt.

Le gouvernement actuel veut se faire une réputation de gestionnaire de crises. Il s'agit de provoquer en premier lieu la crise, puis de se poser en preux chevalier. Par exemple, négliger de monter une campagne appropriée pour prévenir, par des moyens volontaires, un retour de l'inflation, alors que les poussées inflationnistes ne sont plus aussi pressantes. C'est ce qu'on appelle «laisser la crise se former». L'étape suivante de ce mélodrame préparé, consistera à instituer à contrecœur un contrôle évidemment nécessaire des prix et salaires. Après avoir ensuite rejeté le blâme sur quelqu'un d'autre pour excuser ses carences, le gouvernement ira se réfugier dans la jungle bureaucratique qu'il aura créée. Ne nous laissons pas leurrer. Le mot «contrôle» peut sembler inoffensif et doux à l'oreille, mais il cache un amas de décisions arbitraires et d'injustices latentes qui devraient faire réfléchir tout administrateur avisé.

L'hon. M. Pepin: Je croyais que vous étiez en faveur de cela au début de votre discours.

L'hon. M. Stanfield: Si le ministre veut bien m'écouter attentivement, il comprendra sans difficulté. J'affirme que le recours à la réglementation ne déplairait à aucun autre groupe au Canada autant qu'à la main-d'œuvre organisée. Je l'ai dit à ses dirigeants, et j'ai tenté de leur faire comprendre, ainsi qu'à d'autres, qu'il est de la plus haute importance pour le travail que nous consentions à des restrictions volontaires fondées sur la consultation et la coopération. Je dis la même chose aux hommes d'affaires. Nous devrions en ce moment faire un essai sérieux des restrictions volontaires afin de ne pas avoir à recourir à la réglementation.

● (12.50 p.m.)

Le gouverneur de la Banque du Canada, M. Rasminsky, a mis en garde contre la surchauffe de l'économie. En toute déférence, il me semble que l'économie en est encore bien loin. Le gouverneur de la Banque du Canada a également déclaré, comme le signalaient les journaux, qu'il est extrêmement ambitieux de vouloir maintenir le plein emploi sans inflation. L'article du *Globe and Mail* d'aujourd'hui signale plus loin:

De fait, il est irréaliste de supposer que des politiques financières peuvent être réglées de façon assez précise pour assurer exactement le minimum de ralentissement nécessaire dans le système pour freiner les pressions inflationnistes, ni plus ni moins.

Que le projet soit extrêmement ambitieux et irréaliste, d'accord. On ne s'attend pas à la perfection, mais entre le fait de rater une occasion d'atteindre à la perfection et l'opinion d'une personne sur le chômage massif actuel, il y a une marge. Je ne suis pas le seul à désapprouver les

[L'hon. M. Stanfield.]

politiques actuelles du gouvernement. Je remarque qu'à l'autre endroit, on a adopté un projet de résolution visant à une enquête. Je me permets de citer les paroles du sénateur qui parrainait le projet de résolution:

Je pourrais dire que notre potentiel est probablement un des plus élevés des pays du monde libre. Toutefois, lorsque nous avons appliqué auparavant ces politiques fiscale et monétaire tout en essayant de réaliser le potentiel de croissance de notre pays, nous sommes passés d'un niveau d'inflation élevé à un niveau de chômage inacceptable. Ces extrêmes sont mauvais en soi, nous pouvons l'admettre, mais bien pire, ils affectent notre potentiel même.

Ceux qui prônent un examen en comité espèrent sans doute pouvoir donner au gouvernement les conseils qui s'imposent. Je le répète, les politiques monétaires et fiscales ne nous permettront pas à elles seules d'atteindre nos objectifs. Le gouverneur de la Banque du Canada est de mon avis, je crois, car il a recommandé instamment de nouveaux entretiens entre le gouvernement, le monde des affaires et du travail, afin d'examiner les relations étroites entre les prix et les revenus et le rôle de chacun des secteurs dans les restrictions à adopter. J'espère que les ministres ici présents vont se rappeler les remarques du gouverneur de la Banque du Canada à ce sujet, car une régie obligatoire des salaires et des prix susciterait une foule de nouveaux problèmes.

Et pourtant c'est exactement le chemin que prend ce gouvernement malgré les leçons du passé. Mais quoi d'autre peut-on attendre d'une administration qui considère le rafistolage comme une panacée. A quoi peut-on s'attendre d'un gouvernement qui a pour politique, par exemple, d'agir sur l'économie de façon à la faire fonctionner à 80 millions de dollars par semaine au-dessous de son potentiel. Ce genre de manœuvres simplistes et dépassées nous a amenés au point où l'un des plus graves problèmes actuels de notre économie est un manque de confiance générale dans la capacité du gouvernement actuel à résoudre de façon valable et humaine les problèmes qui assaillent notre économie. Une amélioration satisfaisante du chômage ne se produira que lorsque le secteur privé aura suffisamment confiance pour adopter ses propres mesures expansionnistes. Cette confiance ne peut se faire jour que dans un climat de certitude économique raisonnable et de bonne foi.

L'année dernière mes collègues et moi-même avons sans relâche exhorté le gouvernement à changer d'attitude et à mettre fin à l'incertitude qui fait obstacle à ce climat. A peu près tous les organismes économiques indépendants et sérieux du pays ont fait chorus avec nous en ce sens. En réponse, le gouvernement n'a pas pris la moindre décision efficace. Un autre budget doit nous être présenté sous peu. Après le document inefficace qui portait ce nom l'automne dernier, le ministre des Finances a encore la possibilité de faire quelque chose de constructif. Il lui est encore possible de nous montrer s'il envisage d'abandonner son attitude satisfaite actuelle ou de la pousser encore plus loin. Le prochain budget est d'importance vitale car il donnera le ton de notre économie pour l'année prochaine. Ce doit donc être un budget qui stimulera les activités et créera la confiance au sein de notre économie.

Des voix: Bravo!